La fabrique de l'Opinion

L'invité du 14 Bassano

Souveraineté : la France n'a plus les moyens de ses ambitions

Yves Delafon : « Plutôt que de rejeter l'Union européenne à cause de son inachèvement, reconnaissons ses avancées »

Yves Delafon

Président de DFA SA (accompagnement stratégique de dirigeants) et administrateur de la Banque pour le Commerce et l'Industrie SA, Yves Delafon est président du Groupement des Entrepreneurs du Pays d'Aix. L'Association organise le 22 mai, la remise des « Talents du Pays d'Aix ». Cette année, le thème est « Entrepreneur, le plus beau métier du monde ». Six entrepreneurs seront primés dans les catégories résilience et conviction; optimisme et créativité; partage et engagement; audace et responsabilité; transmission et passion; devoir et humanisme.

Magistrale fondation de la vision gaullienne de la France, instrumentalisée et récupérée par les professionnels de la manipulation et des idées faciles, la souveraineté est le concept central qui anime et organise le cœur du discours politique actuel de notre pays.

Comme ce berger qui criait tant au loup inutilement que ce dernier put dévaster son troupeau sans que personne ne lui vienne en aide, le risque est grand que nos concitoyens se lassent et oublient la valeur et le sens profond de ce que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen associe intimement à la notion de Nation, à ce qui constitue profondément notre identité, notre aptitude à vivre ensemble, notre avenir.

La souveraineté, qui s'exprime aussi simplement par la maîtrise de notre environnement comme de notre avenir, se définit habituellement comme étant la capacité, pour une nation, de contrôler sa monnaie, de disposer d'une défense crédible, efficace et respectée, et d'avoir une politique extérieure qui puisse affirmer et défendre ses valeurs comme ses intérêts.

Il n'est un secret pour personne, malgré les mentons en avant et les discours admirables, que la France n'a plus la maîtrise de ces fondamentaux, ni les moyens des ambitions qu'elle affirme. Avec une capacité de projection de ses troupes limitée, dépendante de l'extérieur pour son transport, et un budget en peau de chagrin, notre défense perd progressivement ses capacités de réponses et d'adaptation aux menaces contemporaines et prévisibles. Depuis Suez, nous avons dû nous habituer à ne plus compter sur la force pour protéger nos intérêts. La politique de la canonnière était bien entendu contestable, mais quelle est la valeur de ce politiquement correct quand d'autres, plus puissants l'appliquent, sans état d'âme et sans opposition, pour façonner le monde ?

L'adoption de la monnaie unique n'a fait que constater la perte de notre souveraineté monétaire qu'attestait un franc dépendant du mark et devenu une monnaie exotique représentant moins de 2% des échanges financiers mondiaux. Quant à notre impact sur l'organisation du monde, on ne peut que constater qu'il se limite, politiquement, à une force d'ap-

La perte progressive de notre souveraineté résulte et s'inscrit dans un monde en mutation exceptionnelle, caractérisé par des échanges de plus en plus fluides, ouverts et immédiats

point, économiquement, à une acceptation non avouée de principes subits, et, culturellement, à une dilution constante.

La perte progressive de notre souveraineté résulte et s'inscrit dans un monde en mutation exceptionnelle, caractérisé par des échanges de plus en plus fluides, ouverts et immédiats (communication, information, circulation des données, des biens, des personnes, de la propriété et des capitaux...) ; par l'apparition de nouveaux acteurs, de nouvelles forces et cultures dynamiques et invasives, de multipolarités excluant naturellement les anciennes... ; par de nouveaux ennemis (rarement des Etats, souvent des idéologies, des groupes économiques et/ou financiers, des intérêts puissants et incontrôlés, la pollution...) ; par la perte de valeurs, la soumission, l'individualisme, la peur, la démagogie, l'abandon, l'inculture...

Ces nouvelles menaces et opportunités, principalement liées à des évolutions technologiques radicales et à la vitalité remarquable de nouveaux acteurs, génèrent un nouvel ordre mondial qui s'impose à nous. Ordre que nous avons le choix de subir, ou d'accompagner. En nous souvenant que le terme de crise se traduit, en chinois, par l'association de deux idéogrammes signifiant à la fois danger et opportunité...

Nous avons cette opportunité exceptionnelle de retrouver notre souveraineté, de reconstruire notre nation

L'histoire de l'Homme est faite d'une succession ininterrompue d'accords, d'alliances et de nouvelles règles de vie en groupe. Depuis la cellule familiale originelle jusqu'à nos Etats actuels, nous devons constater que nos sociétés ont toujours évolué en fonction de principes spécifiques et constants : la conquête et la défense, l'action et la réaction.

Tout au long de l'histoire, le moyen commun de répondre à ces exigences offensives (appropriation, généralement par la force, des possessions du voisin), préventives (attaque préalable en raison d'une menace avérée ou présumée) ou défensives, a toujours été l'association ou l'union d'individus, de familles, de tribus, ou d'Etats.

La construction de notre nation n'échappe pas à cette règle et l'histoire de ses frontières physiques ou d'influences en est la preuve. Par quelles certitudes absurdes peut-on affirmer que sa forme actuelle est définitive, et que son peuple est circonscrit dans ses frontières ? Par quel orgueil aveugle peut-on imaginer que nos récentes générations auraient su construire une société parfaite et dont les limites culturelles, politiques et géographiques sont gravées dans le marbre ?

La France n'est ni un jardin, ni une citadelle. C'est, avec ses voisins européens, une terre riche traversée de fleuves migratoires, financiers et culturels qui, à la fois, l'irriguent, la fertilisent, la déséquilibrent, la menacent et l'enrichissent. Ces nouvelles menaces ne sont plus gérables par des modèles économiques, politiques et sociaux d'un autre temps.

Une nouvelle fois, et comme nos prédécesseurs, nous devons réagir et évoluer, ou disparaître ; comprendre que si le déséquilibre peut être cause de chute, il est aussi le principe même de la marche. Le monde est en constante transformation. Ignorer cette réalité, penser s'en exclure, ne voir que les effets néfastes de la globalisation et vouloir les combattre par la loi nationale, la fermeture des frontières ou la stigmatisation nauséabonde de boucs émissaires est à la fois stupide, criminel et ignorant du passé.

Ce que nos Etats ne peuvent plus construire seuls (paix, régulation, organisation politique, économique et sociale) ou résoudre individuellement (mouvements financiers et spéculatifs, migrations, pollution, trafics, terrorisme...), peut l'être dans le cadre d'une Union de peuples partageant des valeurs, des cultures et des intérêts profonds communs.

C'est une opportunité remarquable que de pouvoir associer le réalisme d'une réaction conjoncturelle aux menaces actuelles, à l'idéalisme d'une construction européenne basée non plus sur la coercition et la guerre, mais sur la persuasion, le partage et l'union.

L'Union européenne n'est pas un abandon de souveraineté, mais sa reconquête. Elle n'est pas non plus la fin de la Nation, mais la poursuite de sa constitution, une nouvelle étape naturelle de sa formation. Cette ambition est éminemment politique, aux antipodes du discours des représentants actuels de nos classes dites dirigeantes et de leurs ambitions de comptables et de boutiquiers frileux de leurs avenirs corporatistes immédiats. Il est vrai qu'on ne peut réellement leur reprocher un manque d'ambition, car ils ne peuvent qu'obéir à leur nature profonde et à leur formation. Comment en vouloir à un administrateur d'administrer, et à un fonctionnaire de fonctionner ?

Il est donc de notre devoir, à tous et à chacun, de libérer l'Europe. De retrouver le souffle et la vision des pères fondateurs, de croire en notre avenir, d'être fiers des valeurs que nous partageons fondamentalement avec la plupart de nos voisins et de les défendre. Cela impose une union européenne approfondie et politique. Cela suppose l'émergence d'une nouvelle nation dont l'organisation reste à écrire, mais dont les principes de gouvernance devront obéir à une unicité en matière régalienne (justice, police, défense, politique extérieure, fiscalité), ainsi qu'à des impératifs de décentralisation et de réelle subsidiarité.

Nous ne partons pas de zéro. Les principes fondamentaux existent, les institutions sont

L'Union européenne n'est pas un abandon de souveraineté, mais sa reconquête. Elle n'est pas non plus la fin de la Nation, mais la poursuite de sa constitution, une nouvelle étape naturelle de sa formation

établies, les avancées et résultats sont réels. Malgré tous ses défauts, l'Union à 28 est un succès économique bien qu'imparfait, une zone de paix comme nous n'en avions jamais connue dans l'Histoire, ainsi qu'un laboratoire unique de défense des droits de l'Homme. Mais ce n'est qu'une union limitée, instable car obéissant à la règle du plus petit dénominateur commun, velléitaire car traversée d'intérêts contradictoires et conjoncturels, injuste par son incapacité à discerner l'intérêt commun et de long terme.

Plutôt que de rejeter l'Union européenne à cause de ses dérives technocratiques et de son inachèvement, reconnaissons ses avancées et redéfinissons le cadre de sa construction. Reconnaissons sa réussite dans l'organisation d'un grand marché borné par des principes humanistes, acceptons sa défaillance dans sa construction politique. Une union politique qui ne pourra, en aucun cas à court ou moyen terme, réunir les Vingt-Huit. Mais qui peut, dans le cadre d'une coopération (très) renforcée, associer profondément et définitivement un noyau dur d'Etats très proches par leur politique, leur économie, leur culture.

Ces deux entités peuvent parfaitement coexister. L'une ayant vocation à accueillir de nouveaux Etats acceptant des contraintes minimales et constituant une zone économique pacifique. L'autre très exigeante, supposant, outre des valeurs profondément partagées, un abandon de souverainetés résiduelles et la reconquête d'une souveraineté d'Etats unis d'Europe.

Il faut « aller à l'idéal en passant par le réel », écrivait Blum.

Notre réel est aujourd'hui de participer à l'échéance électorale du 25 mai, et demain d'imposer la réforme de notre système politique, et en priorité celui du statut de nos élus.

L'urgence est réelle, les enjeux sont vitaux et trouvent leur résonance dans la fragilité de notre civilisation qui est menacée par la barbarie, comme la rouille menace l'acier qui n'est plus entretenu.

Yves Delafon

Arts

Jean-Jacques Aillagon

Jésus et la Samaritaine

● En 1872, Ernest Cognacq qui fut vendeur forain, épousait Marie-Louise Jaÿ, ancienne première vendeuse du Bon Marché. On était au temps du *Bonheur des dames* d'Emile Zola. En quelques décennies, ces deux personnalités peu communes allaient ériger, grâce à la conquête progressive d'un vaste pâté d'immeubles, entre la Seine et la rue de Rivoli, le grand magasin de la Samaritaine. Très tôt, les époux Cognacq-Jaÿ eurent le souci de donner à l'ensemble immobilier qu'ils avaient réuni sous leur bannière, de la cohérence et, comme l'on dirait aujourd'hui, de la qualité architecturale. C'est, avec l'audace caractéristique de cette époque encore entreprenante, qu'ils firent travailler de grands architectes. Frantz Jourdain, conçut d'abord, au passage du XXe siècle, de remarquables aménagements, dans le goût de l'Art nouveau. Puis ce fut Henri Sauvage qui dessina le vaste bâtiment Art déco qui constitue l'actuelle façade de la Samaritaine, sur la Seine. En 2005, cette Samaritaine, fatiguée par un siècle de bons services, fermait ses portes. LVMH qui en est, désormais, propriétaire entreprit alors d'y réaliser un programme associant des commerces, des bureaux, des logements et un hôtel. Fidèles aux meilleures des traditions de cette maison, les promoteurs du projet ont fait appel à de grands architectes, l'agence japonaise Sanaa, qui a réalisé le Louvre-Lens, et, pour l'hôtel, Edouard François, remarquable et encore jeune architecte français.

Partis pris. Comment ne pas, alors, être navré qu'à la requête d'associations, SOS Paris et la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France, le tribunal administratif de Paris vienne d'annuler le permis de construire, estimant que la façade, magnifique, dessinée par Sanaa pour la rue de Rivoli, n'était pas conforme au plan local d'urbanisme. Malgré le respect que l'on doit à la Justice, on ne peut manquer de considérer que cette décision, quoi qu'en disent ses thuriféraires, est plus motivée par des considérations d'opportunité esthétique, que par des arguments objectifs. Elle érige, sans subtilité, en norme infranchissable, des partis pris architecturaux qui, s'ils constituent incontestablement l'une des caractéristiques du paysage parisien, ne peuvent être institués en une sorte de charia, au risque de ne plus laisser aucune possibilité à des ouvrages de qualité de venir stimuler une ville qui en a, pourtant, bien besoin. Avec des arguments comme ceux du tribunal, on n'aurait jamais construit le Centre Pompidou, ou encore le Musée du Quai Branly.

La défense du patrimoine est une nécessité et même, un devoir. Mais elle doit être menée avec discernement, sans mépris pour la capacité des architectes d'aujourd'hui de contribuer à l'enrichissement du patrimoine de demain. Elle ne peut se fixer comme seul horizon l'immuabilité de l'existant, ni figer une ville dans des normes étouffantes. Elle doit savoir se délester du poids des préjugés, comme l'avait fait Jésus en acceptant de boire de l'eau que lui offrait une Samaritaine, une femme issue de ce peuple de l'ancien royaume d'Israël que les juifs de Jérusalem tenaient pour hétérodoxe et donc, infréquentable. C'est la représentation de cette scène sur la pompe à eau, érigée sous l'Ancien Régime, à la sortie du Pont-Neuf, qui a donné son nom au magasin des Cognacq-Jaÿ.

Jean-Jacques Aillagon, ministre de la Culture de 2002 à 2004, a dirigé le centre Pompidou et le château de Versailles.

PICON & PICO